

Le bilan du développement économique et social est aussi peu concluant, selon l'auteur. Bien que les deux tiers du budget de l'ONU y soient consacrés, les ressources affectées au développement économique et social représente moins de 7 p. 100 du montant total de l'aide mondiale. De plus, il semble qu'il y ait entre les diverses institutions spécialisées un manque de coopération doublé d'un esprit de compétition.

Parmi les diverses propositions pour une ONU de «troisième génération», l'auteur privilégie celle de Maurice Bertrand*. Ce dernier recommande la formule européenne du Conseil et de la Commission, avec la création d'un Conseil de sécurité économique, une réorganisation des secrétariats internationaux et une reconversion de toutes les structures s'occupant de développement en agences régionales et sous-régionales.

L'étude constitue une critique lucide des Nations-Unies et de ses institutions spécialisées sur le plan du fonctionnement mais elle est peut-être trop sévère en ce qui concerne la réalisation des objectifs de l'Organisation. Les lecteurs y trouveront un bon exposé des difficultés rencontrées par cette dernière depuis 1970. — Annie Bourret

* Maurice Bertrand, «Refaire l'ONU ! Un programme pour la paix», Éditions Zoé, Genève, 1986.

Annie Bourret est membre du Groupe de recherche sur la paix de l'Université Laval à Québec.

D'une guerre à l'autre

Ryszard Kapuscinski

Éditions Flammarion, Paris, 1988.
164 pages, 21,50 \$.

Ryszard Kapuscinski est un cas d'espèce parmi les journalistes. Ce reporter polonais a été témoin de vingt-sept révolutions au fil de sa carrière. En 1975, il était en Angola au moment de la décolonisation portugaise. Un événement qui devait malheureusement conduire le pays vers la guerre.

Kapuscinski ne fait nullement abstraction de la peur qui l'a tenaillé au fur et à mesure que cette guerre approchait et que les colons portu-

gais fuyaient Luanda. «Nulle part au monde, je n'avais vu une ville pareille», soutient l'auteur.

Non vraiment, ça n'a rien du grand reportage écrit sous une pluie de balles par un journaliste fraîchement débarqué, qui, après s'être inscrit à l'hôtel, est sorti voir cette guerre de plus près pour repartir chez lui, le lendemain. Le récit de ce journaliste est celui d'un homme qui se perd dans une guerre sale. Dans une guerre où le front est partout et nulle part et qu'il a soudainement repéré par «l'odeur inhumaine des corps en décomposition».

«Le monde contemple le grand spectacle du combat et de la mort qui lui est finalement difficile d'imaginer car l'image de la guerre n'est pas communicable, ni par la plume, ni par la voix, ni par la caméra. La guerre n'est une réalité que pour ceux qui la vivent de l'intérieur et ne voient l'aspect sanglant, effroyable. Pour les autres, c'est les pages d'un livre, des images sur un écran, rien de plus», écrit-il.

Pendant les années de guerre qui ont suivies, l'Angola n'a plus fait les manchettes des médias. Cette guerre misérable s'est «normalisée», affirme Kapuscinski.

En fait, Cuba s'est depuis rallié, avec une expertise militaire non-négligeable, aux côtés du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (au pouvoir) tandis que les deux groupes d'opposition, le Front national de libération de l'Angola et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, sont soutenus par le Zaïre et l'Afrique du Sud. Une conjoncture qui a permis au conflit de s'enliser et de perdurer jusqu'à tout récemment.

Ce n'est que le 10 août dernier, à la faveur de négociations incluant les États-Unis, l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud qu'un cessez-le-feu était annoncé. Les troupes sud-africaines ont ainsi été rapatriées à la fin août et La Havane devrait en faire autant bientôt avec ses 50 000 soldats stationnés sur le territoire.

On referme le livre de Kapuscinski avec la sensation d'être désespéré par cet épisode de l'histoire angolaise. Un témoignage émouvant sur la futilité des guerres et la folie des hommes. — Raymond Lemieux

Raymond Lemieux est journaliste-pigiste à Montréal.

Les ventes d'armes

Jean-Paul Hébert

Éditions Syros, Paris, 1988.
166 pages, 19,25 \$

La croissance récente des budgets de défense des pays de l'OTAN a fait s'élever de nombreuses voix partout dans le monde pour dénoncer la progression des investissements militaires. Avec la publication du livre *Les ventes d'armes*, celle de l'économiste français Jean-Paul Hébert vient de s'ajouter au nombre.

Situons immédiatement le propos du livre. Selon l'auteur, l'argument selon lequel les ventes d'armes sont justifiées par leur rentabilité est inacceptable, autant d'ailleurs que ne l'est le raisonnement opposé. Il ne serait en effet pas plus admissible de mettre fin à la fabrication d'armement sous prétexte qu'il s'agit d'investissements non rentables. «Les ventes d'armes sont un fait politique majeur dont l'État doit assurer le contrôle et la responsabilité en ayant pesé les conséquences», écrit l'auteur. Le commerce militaire doit donc être soumis à des impératifs strictement politiques, ce qui n'est présentement pas le cas en France, exemple auquel Jean-Paul Hébert s'attaque dans son livre.

Le livre comporte trois parties. Dans la première, l'auteur y discute de la thèse de la dérive des prix. Comment se fait-il qu'un marteau puisse se vendre 435 \$ lorsqu'il est destiné aux forces armées alors qu'il n'en coûte que 20 \$ sur le marché commercial ? La réponse à cette question réside dans l'incapacité de contrôler les coûts à cause de l'adaptation des instruments dont disposent les entreprises face aux besoins des militaires et de l'étendue excessive des calendriers de production. Bref, le problème relève de la gestion du progrès militaire et les coûts exorbitants sont souvent à l'origine d'une fuite en avant vers les exportations, sujet de la deuxième partie du livre.

La France présenterait un solde positif de sa balance commerciale militaire évalué à 31 milliards de dollars. Jean-Paul Hébert conteste ce raisonnement et met en doute l'aspect bénéficiaire du négoce français. Il est vrai que les exportations jouent souvent un rôle crucial pour les fabricants d'armes. Pour plusieurs entreprises, les ventes internationales permettent d'atteindre le niveau critique du seuil de rentabilité. Le marché des armes est

un marché d'État, ce qui veut dire que les conditions de rentabilité sont également assumées par l'État. L'aide étatique, rappelle l'auteur, adopte parfois des détours sinueux qui font perdre de vue que sans support gouvernemental le commerce des armes perdrait une grande partie de son attrait.

Ce raisonnement amène la question qui est à la base de la troisième partie de l'ouvrage : l'exportation apporte-t-elle une aide directe à l'État ? La multitude de problèmes de gestion et de productivité auxquels est confrontée l'industrie de l'armement atténue l'impact potentiellement positif des exportations et fait en sorte qu'il serait probablement plus économique, du strict point de vue financier, comme le suggère le rapport Limouzy, d'acheter les avions des autres plutôt que de fabriquer les siens.

C'est tout cela qui amène Jean-Paul Hébert à la conclusion que le débat sur le rendement de l'industrie de l'armement est un faux débat. La vraie question interpelle les intérêts stratégiques des États. Or, pour défendre ces intérêts, nul besoin de maintenir une infrastructure militaro-industrielle aussi élaborée, pourrait-on ajouter. Le maintien de la paix réclame autant d'éducation et de culture que de canons.

L'intérêt du livre réside dans son approche nuancée du rôle des armes et de leur fabrication. L'auteur est un réaliste et son objectif est de dénoncer le recours à une argumentation économique fallacieuse afin de justifier la croissance des investissements en équipement militaire. Dans cette perspective, son livre est un instrument précieux axé sur la compréhension du système économique rattaché aux ventes d'armes. — Yves Bélanger

Yves Bélanger est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique *Reviews de Peace&Security*.